

LA LANTERNE NOIRE

supplément au numéro 4
directeur de la publication: JP Duteuil
pour toute correspondance:
P. Blachier BP 14
92360 Meudon la forêt.
abonnement (rgent a la BP): 35 frs.

Ce bulletin ronéoté paraîtra entre 2 numéros de la lanterne noire imprimée. Son but est de pouvoir discuter et informer pour ce qui concerne un certain nombre de problèmes qui ne peuvent pas attendre trois ou quatre mois la parution de la revue elle-même.

nous pensons ainsi faciliter les possibilités d'intervention en multipliant les communications entre groupes et camarades qui le feront.

un bulletin de caractère moins formel permettra l'insertion de textes plus courts, ou bien pas encore achevés, de simples réflexions, des tracts à tire d'information, bref des choses plus immédiates, plus spontanées, d'un caractère plus présent.

contrairement au contenu de la revue imprimée, certains des textes insérés dans le bulletin n'auront pas été discutés ni même lus par l'ensemble des camarades du groupe.

Il est donc plus ouvert que la revue elle-même et nous pensons que cela permettra plus de copains connus ou inconnus d'y écrire, d'envoyer des informations, des critiques, des propositions de discussion ou d'action.

Comment ce bulletin sera-t-il diffusé?

-Aux groupes que nous connaissons et avec qui nous avons quelques rapports, et ce à raison d'environ un par camarade de chaque groupe pour la France et de un par groupe pour l'é-

tranger.

-aux groupes que nous ne connaissons pas et qui en feraient la demande suivant les modalités ci-dessus.

-AUX ABONNES ET DANS LES NOUVELLES CONDITIONS SUIVANTES:

à l'ancien prix sans supplément pour les abonnements en cours

au nouveaux prix de 35 FRS pour les nouveaux abonnés et pour les renouvellements.

ce prix de 35 frs comporte 4 numéros imprimés de la lanterne noire compte tenu de l'augmentation que nous allons devoir faire sinon au prochain numéro du moins pour les suivants, et 4 numéros ronéotés du bulletin de liaison.

-enfin, le restant (c'est à dire environ 200 sur les 500.550 tirés) sera déposé dans quelques librairies à Paris et en province si on nous en fait la demande

AU SOMMAIRE DE CE PREMIER NUMERO

L'ARMEE

LE PORTUGAL

OCCUPATION DE L'AMBASSADE
D'URSS PAR LE GROUPE MARGE.

DIFFERENTES INFORMATIONS.

ARMÉE

a l'heure où ce bulletin paraîtra, il ne restera plus que 2 ou 3 camarades emprisonnés pour démoralisation de l'armée, entre autre (dont vraisemblablement 2 libertaires).

L'avenir nous dira si le pouvoir poursuivra son offensive en inculquant d'autres militants. Ce qui est certain, c'est que les actions contre l'armée, elles, continueront. Du mouvement national de solidarité qui s'est développé, nous pouvons déjà tirer quelques remarques;

-la quasi totalité des gauchistes, ne s'est mobilisée que parce qu'il s'agissait d'une répression contre des militants politiques
contre des militants syndicaux
d'une contestation de l'armée, de l'intérieur

Les insoumis, les objecteurs, bien que n'étant pas forcément des révolutionnaires avec d'énormes différences entre eux, n'ont pas eut droit aux honneurs du soutien du comité national !

ils sont isolés et subissent une forte répression encore récemment:

30.1.76 à Lyon: JP Ardin est condamné à deux ans de prison pour insoumission par le TPEA; il fait la grève de la fin depuis le milieu du mois janvier

Thierry tranchant insoumis puis réformé est condamné à 6 mois fermes en même temps que deux objecteurs avec sursis.

5.2.76 au TPEA de Reuilly, 12 mois pour Ph. Luguet membre du mouvement d'action non violente à qui le statut d'objecteur est refusé à forclos.

3.2.76 TPEA de Metz: JL Soulier membre d'insoumission collective internationale, insoumis depuis février 73: 1 an de prison; par solidarité, deux insoumis se font arrêter et 13 livrets militaires sont renvoyés.

et ceux ci ne sont que des cas connus ! à chaque séance du tribunal, seul un insoumis de temps en temps est défendu et n'est pas isolé, mais les autres, leur cas ne figurera jamais dans aucun journal.

cette séparation, généralement opérée par les gauchistes entre d'un côté la lutte dans l'armée et de l'autre les insoumis, est liée à la conception de la guerre révolutionnaire liée selon eux à la construction de l'armée rouge.

Quand nous sommes présent dans le mouvement de solidarité qui s'est développé, et nous devons l'être, il faut que ce soit sur des bases claires:

pour être révolutionnaire, la lutte contre l'armée doit être la lutte contre toutes les armées. nous ne pouvons oublier cela sous

prétexte d'unité face à la répression !

le mouvement présent, du moins son expression n'est pas anti militariste, mais il pourrait bien le devenir, pour peu que nous sachions dépasser deux attitudes négatives: l'isolement dans la radicalité, et la peur de l'autonomie entraînant le suivisme par rapport aux gauchistes officiels.

Pourtant, l'anti militarisme ne résoud rien à lui tout seul; il doit être lié à l'anticapitalisme ainsi qu'à un projet révolutionnaire, pour n'être pas une simple étiquette idéaliste et réformiste. **LE CAPITALISME NE PEUT EXISTER SANS ARMÉE; IL EST INUTILE DE VOULOIR SA DISPARITION DANS LE CAPITALISME.**

nous reproduisons ici 4 documents:

-un manifeste "violemment antimilitariste" que nous avons reçu, et qui circule pour recueillir des signatures afin d'être publié dans la grande presse pour qu'un autre discours puisse se faire entendre ailleurs que dans les revues spécialisées; les camarades intéressés peuvent toujours nous écrire.

-deux tracts dont le dernier distribué à la "marche sur Paris"

-un texte à discuter sur le problème des dossiers des inculpés.

DECLARATION "VIOLEMMENT ANTIMILITARISTE"

Le pouvoir est reparti en manoeuvre : après "l'unité nationale", c'est maintenant l'armée, son armée chérie, qui est en danger. Des dizaines d'insoumis et d'objecteurs non reconnus étaient déjà en prison. Maintenant on incarcère et on inculpe les soldats qui résistent à une institution détestée, les syndicalistes et les militants qui les aident, les antimilitaristes qui les approuvent, les insoumis français ou étrangers réfugiés en France.

Sans doute s'agit-il d'une opération "politique" destinée à gêner la gauche, en montant en épingle les activités contestataires de quelques syndicalistes C.F.D.T.; mais il s'agit aussi d'intimider et d'endiguer les actes de résistance des soldats, de plus en plus nombreux et déterminés. En même temps on déclenche une opération anti-gauchiste de plus, on prépare des contrôles plus efficaces: une semaine anti-gang, une semaine anti-gauchiste, les media font le reste, l'ordre reste à l'ordre du jour. Ainsi se creuse la distance entre la "masse" circonvenue, acquise, hypnotisée, et une minorité isolée et désignée comme objet de la réprobation et de la haine collectives.

Conséquences : la gauche, accusée de vouloir le désordre, montre sa vraie nature. Le PS et le PC sont pour l'Ordre, la Discipline, la Police, la Défense Nationale, l'Armée, L'Etat - surtout si ce sont eux qui en disposent. Ils n'ont rien contre la répression, sinon (peut-être) qu'elle est exercée par d'autres qu'eux-mêmes - et cela est maintenant visible pour tous. Seuls le déplorent ceux qui, par naïveté ou par intérêt, misent encore sur eux.

Certains militants, de leur côté, sont prêts à lutter contre la répression en ayant de leur personne ; mais ils restent englués, pour la plupart, dans une conception "militaire" de la lutte sociale et politique ; il leur faut une organisation dure et disciplinée, avec stratégie et tactique, des chefs-lucides-liés-aux-masses, des services d'ordre efficaces, des militants prêts au sacrifice...Et en attendant, camarades, combattez l'armée mais de l'intérieur! Acceptez le maniement d'armes et les marches forcées, car la Révolution vous veut instruits et vigoureux pour servir le peuple ! Organisez-vous en syndicats) La Révolution, mais dans l'ordre et la discipline !

Contre toutes ces équivoques et confusions, nous voulons prendre nettement position ; d'abord parce que nous pensons qu'il faut soutenir activement tous ceux qui résistent à l'armée, du dedans ou du dehors, et qu'on a trop laissés seuls ; mais aussi parce que le pouvoir "libéral" que nous subissons quotidiennement entreprend manifestement de faire reculer toute mise en question, en actes ou en paroles, dans l'armée, dans la rue, et partout où elle pourrait surgir. Si parmi nous certains ont pu échapper à l'armée, d'autres ont dû y passer un an, deux ans ou plus. Nous avons et nous prendrons le droit de dire ce que nous pensons de cette institution, de celle-ci comme de toute autre, Justice, Police, Etat. Et de le dire clairement.

Nous sommes contre l'armée.

Nous sommes contre l'armée parce qu'elle est pure oppression et pure répression ; parce qu'elle est le pouvoir et la mort ; parce qu'elle nous soumet au règne de l'autorité et de la hiérarchie, dans la crainte quotidienne, l'habitude et la résignation devant la force brute ; parce qu'elle est destructrice et démoralisante. Nous sommes contre l'armée parce qu'on ne peut pas être pour : celui qui est pour l'armée est déjà lui-même un flic et un adjudant, il est l'armée, il est l'ennemi de tout ce qui vit.

Nous sommes contre l'armée parce qu'elle est toujours du côté du pouvoir de la minorité ; parce qu'elle est toujours le soutien de l'injustice, de l'inégalité, des privilèges, de l'exploitation, et qu'elle les rétablit partout où la révolte des opprimés les menace. Et parce que les militaires vivent eux-mêmes entièrement aux dépens des travailleurs.

Nous sommes contre toute armée.

Parce qu'elles sont toutes pareilles ; parce que toute armée est d'abord un état-major prêt à donner l'ordre de tirer, de tuer, d'aller se faire tuer, sous peine de mort.

Nous sommes contre toute armée parce qu'elles sont toutes faites pour faire tirer des travailleurs sur d'autres travailleurs, des opprimés sur d'autres opprimés.

La liste est longue qui va de l'Armée Rouge, tirant sur les ouvriers révoltés de Berlin, Budapest, Varsovie, ou de l'Armée Populaire Chinoise tirant sur les ouvriers révoltés de Shanghai pendant la Révolution Culturelle, à l'armée française brûlant les mechtas algériennes, ou l'armée américaine napalmisant les campagnes vietnamiennes, en passant par l'armée portugaise remettant finalement au pas les ouvriers en grève ou les paysans occupant des terres, après s'être fait la main dans les maquis angolais ou autres, et par les armées de "libération" de tout acabit éliminant les opposants, etc., etc.

Nous ne reconnaissons que la lutte, armée ou non, des opprimés se défendant eux-mêmes, c'est-à-dire défendant ce que toutes les armées "réactionnaires" ou "révolutionnaires" leur ont jusqu'à présent enlevé : la liberté, la vie, le droit de disposer d'eux-mêmes.

Dans l'armée, les soldats n'ont le choix qu'entre s'écraser ou se révolter, ou résister : il ne peut pas y avoir de droits du soldats, il n'y a que des modalités de l'obéissance. Et le seul état qu'il faut exiger, c'est justement celui de n'être pas soldat, et de vivre sans soldats, sans officiers, sans armée.

Qu'on ne nous fasse pas le coup de l'entreprise d'affaiblissement de la défense nationale et de démoralisation de l'armée ! Nous entreprenons d'affirmer ce que nous pensons, aux côtés de ceux qui l'ont déjà fait et se trouvent inculpés pour cela. Nous ne voulons pas affaiblir la défense nationale, mais renforcer contre les exploiters internationaux la défense internationale des travailleurs, qui ont toujours fait les frais des guerres nationales. Nous ne voulons pas "démoraliser l'armée" : l'armée n'a pas de moral, c'est une machine à décerveler qui ne laisse dans les têtes et dans les corps qu'une seule chose : le réflexe d'obéissance aveugle.

Une telle institution suscite inévitablement toutes sortes de résistances : certains essayent de se faire réformer, ou d'obtenir le statut d'objecteur ; d'autres tentent de s'organiser en comités à l'intérieur de l'armée ; d'autres encore préfèrent s'insoumettre, malgré les difficultés et les risques ; et beaucoup se retrouvent derrière les barreaux. Nous ne disons pas qu'une de ces solutions est meilleure que les autres ; mais que tous ceux qui sont en butte à la répression parce qu'ils affirment leur liberté face à l'armée, la police, ou l'Etat, qui les écrasent, doivent être aidés, et que nous sommes prêts à le faire, moralement et matériellement, comme nous le pourrons et aussi nombreux que nous le pourrons.

Ce tract a été rédigé par un certain nombre de groupes et d'organisations libertaires de la région parisienne, qui se sont mis d'accord pour coordonner leurs efforts dans la lutte contre l'armée et pour la libération des emprisonnés, et ce, sur des positions antimilitaristes et anticapitalistes qui nous sont propres.

Nous avons pris l'initiative de réaliser quelques banderoles, expliquées ci-dessous, pour permettre un regroupement dans la manifestation du courant important de ceux qui, au sein du mouvement de solidarité qui s'est constitué autour des victimes de la répression, pensent que l'objectif des révolutionnaires doit être la destruction de toutes les armées, et qu'il ne saurait être question d'en reconstruire une autre, plus démocratique, plus "au service du peuple".

ENEZ LE 15 FEVRIER A 10 HEURES METRO TEMPLE POUR PARTICIPER
A LA MANIFESTATION

TRAVAILLEUR, SOUS LE BLEU DE TRAVAIL, TU RESTES UN SOLDAT

L'encadrement dans l'entreprise, l'organisation même du travail, a été historiquement "calqué" sur le modèle offert par la militarisation. La hiérarchie dans l'entreprise est une copie conforme de celle qui existe dans l'armée. Les objectifs de la production nous sont tout aussi étrangers que ceux de l'armée. Ici comme là, il nous est interdit de désobéir, de nous insoumettre, d'objecter. Sur simple décret, nous sommes mobilisables sur notre lieu de travail (la grève devient alors désertion et est passible de peine de mort) - qu'il s'agisse de l'ennemi extérieur ou de l'ennemi intérieur. Employés, ouvriers, nous sommes malgré nous des soldats de la "Paix Civile".

LA LUTTE CONTRE L'ARMEE EST INSEPARABLE DE CELLE CONTRE LE
CAPITALISME, L'ETAT, LA DIVISION ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL

A l'échelle internationale, les peuples sont les otages du chantage nucléaire, des guerres et des intérêts impérialistes. Il n'y a pas que l'armée qui soit militarisée, mais aussi le travail, le loisir, la structure de la ville, de la campagne, etc... Quand un travailleur entre dans l'armée proprement dite, il n'est justement plus un travailleur parce que son appartenance de classe est en partie rayée. La conscience de classe qu'il acquiert sur son lieu de travail, avec ses camarades, contre ses exploités, disparaît au profit d'un esprit de corps où sont mélangés bourgeois et exploités. Malheureusement, sous l'uniforme, tu es encore plus un soldat qu'ailleurs.

AVEC OU SANS SYNDICAT, L'ARMÉE CA PUE, CA TUE

Comités de soldats, syndicats, insoumission, objection, autant de moyens que les gens choisissent pour résister à l'armée, et à ce titre nous sommes solidaires d'eux et même complices quand la répression s'abat sur eux. Dans un premier temps la création d'une section syndicale dans une caserne peut être un élément de réelle contestation, de prise de conscience, de révélateur de l'écrasement militaire. Mais vouloir syndicaliser l'armée est une absurdité car 1. même dans le monde du travail les syndicats n'ont jamais rien changé à la nature ni à la violence de l'exploitation ; 2. à l'armée il ne s'agit même pas de vendre un peu plus cher sa force de travail. Le syndicat serait alors un syndicat de briseur de grèves, un syndicat du crime, etc... Y aura-t-il des sections syndicales au front en temps de guerre ?

Les syndicats existent en Hollande et en RFA. Croyez-vous vraiment que c'est parce qu'ils ne sont pas assez révolutionnaires que les armées de ces pays sont autant que les autres au service du capital ?

OFFICIERS DE GAUCHE OFFICIERS DE DROITE : MEMES CREVURES

Pour étayer cette affirmation, nous nous contenterons de ces quelques citations de "gauche", à mettre en parallèle avec celles des Bigcard, Massu, Bourges et compagnie.

- "Nous sommes des syndicalistes très attachés à la sécurité du territoire national" (Séguy, le défenseur du fusil "français").
- "L'armée est l'instrument de la défense nationale et comporte des éléments spécifiques : discipline, hiérarchie et organisation" (Hernu, PS)
- "Il faut dire aux ouvriers où ils doivent être, les déplacer et les diriger tout comme des soldats" (Trotski).

INSOUMISSION CIVILE ET MILITAIRE

Aujourd'hui faut-il se contenter de crier "Libérez nos camarades" ? A l'heure où l'on parle de tout (syndicats de soldats, droits démocratiques du soldat...) sauf d'antimilitarisme, il nous semble urgent de nous donner les moyens de tout faire pour que l'insoumission se généralise à tous les niveaux : elle ne doit plus rester individuelle mais s'affirmer de fait comme une pratique collective, en parallèle avec les autres formes de lutte contre la militarisation et l'Etat (désertion, objection, soldats antimilitaristes).

LIBERATION IMMEDIATE DES INCULPES !

LEVÉE DES INCULPATIONS !

LIBERTÉ POUR TOUS LES INSOUMIS, DESERTEURS, OBJECTEURS !

et autres victimes des tribunaux d'exception

PETIT SOLDAT D'VIENDRA GRAND ...

La démocratie est à l'ordre du jour. Et en particulier dans l'armée... Voyez le Portugal et bientôt l'Espagne... Mais faudrait pas confondre: démocratie donc responsabilité donc participation donc discipline. Et là-dessus avec l'ineffable sens de la nuance qui les sépare, tous nos spécialistes de la pensée (de droite ou de gauche), de la parole (du Monde ou de Libération) et de la Politique sont bien d'accord. Armée tricolore ou armée rouge mais de toutes façons armée.

Allez, disent les maos, on supprimera non les grades mais leurs symboles, on ira même aider à la production: quelle glorieuse vision d'avenir socialiste que celle de ces soldats du peuple aidant de leurs mitraillettes les ouvriers à mieux produire.

Allez, disent les trotskystes, souvenons-nous de la grande armée rouge que notre père spirituel construisit... sur les corps des marins de Cronstadt et des paysans de l'Ukraine, oublient-ils de préciser.

Allez, disent les unions de la gauche, l'armée doit être dans la nation, aimante et aimée de celle-ci: ne lui saignons donc pas le moral et donnons lui les droits du citoyen.

Allez, disent les UD Giscardiens, nous sommes bien d'accord, il y a des problèmes mais la discipline d'abord et s'upoudrons avec un peu de changement et vous verrz tout ira mieux.

Et nous, disent les insoumis...

Une des grandes fonctions du raffût fait aujourd'hui à tour des syndicats dans l'armée est bien en effet de faire oublier celui qui commençait à prendre effet il y a quelques mois: l'insoumission. La droite qui ne tient pas plus que ça au syndicalisme finira bien par s'en accommoder si cela lui permet de maintenir sous chape de silence et de répression ceux qui refusent l'armée quelques soient les oripeaux dont on l'affuble.

La gauche, j'hésite à dire traditionnelle (comme si l'autre ne l'était pas), voit bien le bénéfice possible de l'affaire, d'une part on contrôle syndicats ou vomités, d'autre part on cache le problème de l'insoumission. Même calcul pour les léninistes qui feront en outre quelques recrues supplémentaires.

Car tous en veulent de l'armée, tous veulent leur part d'influence, de responsabilité. Quand on vise le pouvoir il faut bien s'assurer aussi les moyens de l'exercer.

Alors, on nous sort la grande idée du siècle: la démocratie; le droit aux droits du citoyen. Ce qui accrédite fortement l'idée qu'il y a une cité dans laquelle chacun doit se sentir responsable, prêt à gérer. De nouveau, l'idée du pouvoir nécessaire, indispensable, et si possible centraliste ou centralisé... Et la différence n'est pas bien grande entre les sergents de gauche ou de droite, entre les politiques de gauche ou de droite. C'est pourtant ça, me semble-t-il, que l'on veut casser quand on parle de révolution: il n'y a pas de cité que j'aspire à gérer, il n'y a pas d'état dans lequel je veuille être responsable. Je veux me barrer sur mes chemins avec ceux avec qui j'ai affaire et pour cela je prendrai un flingue si nécessaire mais pas d'uniforme. Insoumission active qui consiste à utiliser aussi la violence mais pas dans le cadre truqué des rêves fascho-léninistes.

Car ils sont bien présents ceux-là, même dans une armée ou l'on conteste, où l'on se syndicalise. Il faut avoir les yeux drôlement bouchés pour ne pas voir que l'armée n'est pas une armée de guerre civile (comme le croient nos révolutionnaires modèles) mais une armée de paix civile. Que ce qu'on y apprend principalement n'est pas la haine de l'ennemi intérieur mais celle

de l'ennemi à l'intérieur de nos têtes.

Bien sûr qu'ils sont encore nombreux à croire à la peste rouge: socialo-communo-gauchiste, bien sûr qu'ils font des manoeuvres destinées à apprendre comment la combattre. Que Bigeard et ses sbires à défaut de casser du viet ou du fell se referaient bien la main sur quelques gauchistes et entraîneraient bien avec eux ces "bons petits gars" qui composent notre armée. Mais fondamentalement, c'est ailleurs que cela se joue et c'est pour cela que revendiquer contre l'ennui dans les casernes est à la limite crapuleux. Plus on s'y emmerde, plus on a envie de s'en barrer. Pas d'ennui, c'est-à-dire des manoeuvres, des séances de tir supplémentaires et moins de corvées. Alors que ce n'est pas dans les corvées que se forge réellement l'esprit militaire mais bien dans "la grande fraternité des armes" là où la discipline est la plus facile à consentir, l'ordre le plus apte à régner parce qu'enfin dirigé sur un objet crédible: la défense. Et chacun d'apprendre et d'intérioriser ces vertus fondamentales: l'obéissance, le respect des supérieurs, la peine et le sacrifice. Le dressage ne s'effectue pas sur l'idéologie gauche-droite, mais sur l'acceptation, la valorisation du silence, de la non insurrection individuelle. C'est moins l'idée de révolution qu'il s'agit de tuer mais le désir de révolte. Et lorsque l'armée après la famille et l'école aura inscrit de façon indélébile la soumission dans la tête de chacun, alors régnera la paix civile.

Et à cette soumission, on offre même la compensation suprême: celle de la virilité. Celui qui aura appris à souffrir, à se battre sans rechigner, celui-là sera un homme. Et aura droit aux bordels de garnison, à la drague sauvage dans les bals les soirs de perms en attendant de pouvoir montrer son gros zob de celui qui y est allé et qui en a bavé aux femmes qu'il s'acharnera à soumettre une fois redevenu civil. C'est en cela que les femmes sont concernées par l'armée: ce qu'on y apprend aux hommes, c'est aussi à les mépriser, à les écraser. Ça aussi c'est la paix civile: chacun et chacune à sa place, à son rang, sous la botte.

Alors, ne nous faites pas chier avec vos comités et vos syndicats: il ne s'agit pas de faire entrer les idées de gauche ou révolutionnaires dans l'armée, il s'agit de faire sortir l'armée de nos têtes. Et le grand spectacle organisé par les médias, cour de sûreté de l'état on prime pour faire sérieux, ne sert qu'à l'y faire mieux rentrer. Insoumission ou soumission, tel est le vrai choix et il n'y en a pas d'autre.

DEMORALISONS L'ARMÉE !

Le TRACT au verso a été distribué début décembre au Pré-Saint-Gervais.

C'est un TRACT ANTIMILITARISTE comme tout anarchiste en a distribué plusieurs fois dans sa vie.

C'est ce TRACT, qui remet en cause TOUTES LES ARMÉES, qui vaut à ALI TOUATI d'être détenu depuis un mois et demi pour démoralisation de l'armée.

Donc, si ce TRACT est tellement dangereux pour le système, il faut qu'il se répande partout;

- Ou bien, la Cour de Sureté de l'Etat inculpe tous les gens qui le diffuse ou qui en détiennent plus d'un.
- Ou bien, l'armée sera tellement démoralisée que la révolution est inéluctable et pour bientôt.
- Ou bien, le gouvernement prend les citoyens pour des cons, avec ses grandes manoeuvres policières et judiciaires, et ceux-ci ne manqueront pas de s'en apercevoir et d'en tirer leurs conclusions.

distribuons ce tract partout

Donc, il faut le reproduire partout et par tous les moyens possibles (offset, photocopies, stencils électroniques et ronéo, et pourquoi pas en affiches...?) et le faire connaître du plus grand nombre.

D'autre part, il faut accentuer la pression sur le pouvoir pour obtenir la libération des huit derniers prétendus "comploteurs internationaux".

car le gouvernement n'agit pas à la légère, les pressions de la droite et de la hiérarchie militaire l'ont forcé à réagir contre les organisations de soldats, mais aussi contre la montée de l'insoumission et de l'objection qui ne les inquiète pas moins.

D'autre part, c'est un excellent moyen de tester les méthodes de répression violente et de grande envergure qui ont tant de succès dans d'autres pays (l'Allemagne est proche, et là-bas, ce sont les sociaux-démocrates qui font cette besogne là).

rappel indispensable

La Cour de Sureté de l'Etat a d'autres affaires en main, tout aussi dignes d'intérêt:

- Les CORSES.
- Les BRETONS.
- Les trois derniers des G.A.R.I., ANARCHISTES, détenus depuis treize et seize mois, pour leurs actions contre l'Espagne franquiste et que tout le monde semble oublier depuis la mort de Franco.

exigeons leur libération à tous !



Il s'agit de se demander à quoi chacun accorde la priorité : aux élections ou à l'action de Masse ?

Dans la perspective d'élections lointaines certaines organisations cherchent en permanence à coller le mieux possible à l'état moyen de l'opinion publique!!!

Edmond Moire

35 inculpés devant la cour de sûreté de l'état. dont 20 emprisonnés soldats et civils.

Pourquoi ces inculpations, arrestations, emprisonnements, perquisitions, etc...

Parceque, alors que de nombreux jeunes peu soucieux de leur image de marque de baroudeurs viriles se font réformer, alors que l'insoumission et l'objection

de conscience à l'armée ne cessent de se développer, des soldats s'organisent dans les casernes afin de lutter contre leur embrigadement.

Ce qui est inquiétant, c'est que cette répression s'abat non seulement sur des appelés mais aussi sur des militants politiques et syndicaux (C.F.D.T., P.S.U., P.C.T., Libertaires) les ayant soutenus dans leur lutte.

Ceci n'est qu'un aspect du durcissement de la répression.

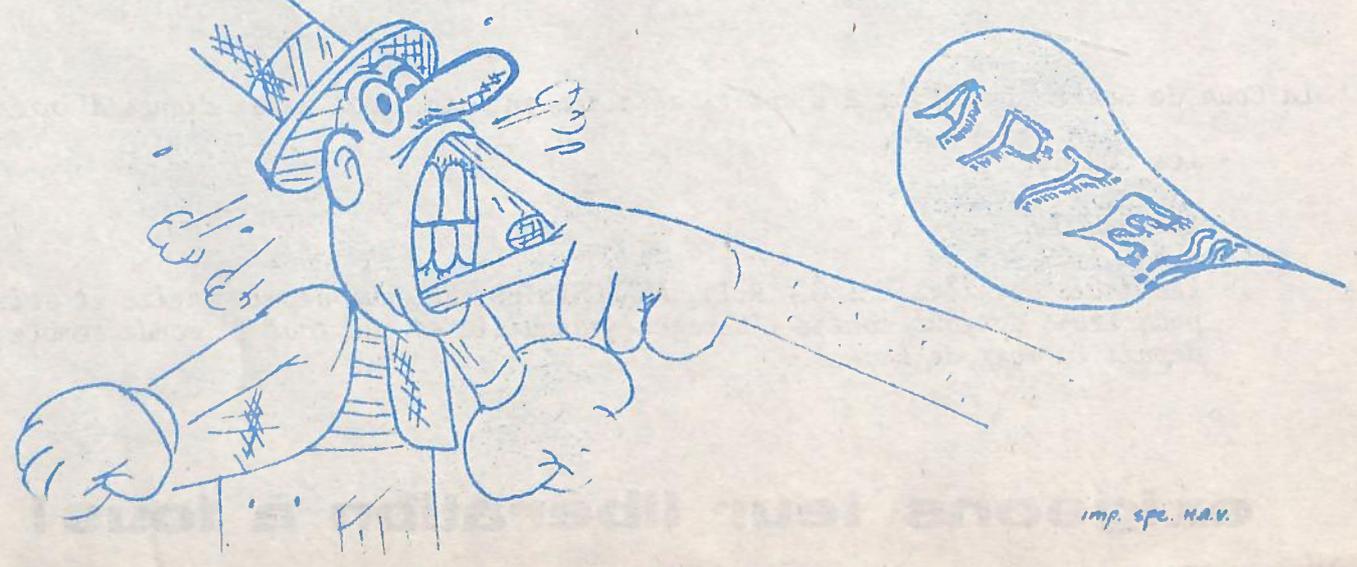
- Face à la crise, augmentation des luttes.
- Face, aux luttes, la matraque et la cour de Sûreté de l'état.

On savait que nous avions la droite la plus bête du Monde, aujourd'hui nous pouvons nous vanter d'avoir la gauche la plus Débile de la Galaxie car les voilà tous à protester à grands cris de leur non-antimilitarisme : socialistes, communistes et C.G.T. gueulant haro sur le baudet C.F.D.T., ce pelé, ce galeux, ce démoralisateur d'armée française, mais seulement pour mieux se blanchir eux-mêmes.

Et pour bien convaincre les Bourgeois, les Bigeards et officiers soit disant "démocrates" de leur amour ardent à eux, la gauche, pour l'uniforme et ses cliquetis, ils balancent sans vergognes le Copain qui a pas la trouille de se mouiller et l'enfoncent dans la Merde à coups de communiqués sur le crâne

Face à cette situation pour le moins insolite nous tenons à donner nos positions :

- Nous sommes totalement opposés à toute lutte réformiste (syndicalisme, comités style P.S., P.C., etc...) qui n'auraient pour but que l'amménagement de la vie à l'intérieur de la caserne, sans remettre en cause le fonctionnement, l'existence et le principe même de l'armée.
- Bien que pour nous l'insoumission et l'objection soient les formes de luttes prioritaires à mener contre l'armée, il est évident que nous soutenons et soutiendrons tout comité de soldats qui, outre les revendications élémentaires formulées jusqu'ici, s'engagerait dans un mouvement de "DEMORALISATION" et de destruction de l'armée.



Article 84 - DOSSIERS VIDES

I. Le vide des dossiers fait remplir moult pages. Chez les anars, cependant, il est plutôt mal reçu :

- cette défense ne serait pas politique ; elle relèverait du style :

" Quoi ? mais nous n'avons rien fait ! Nous sommes de doux agneaux, d'ailleurs voyez, nos dossiers sont vides..."

Défense critiquable en plus, parce quand par hasard on tombe sur une brebis pas aussi blanche que les autres ...

- c'est une défense qui n'est donc pas valable pour tous les inculpés et par conséquent, ce sont les mal blanchis qui vont en faire les frais.

- c'est une défense qui chagrine, parce que les anars sont des anti-militaristes virulents qui luttent à tour de bras pour la destruction de l'armée.

OR :

II. Le vide du dossier, c'est l'ensemble des aveux contenus dans les annexes appuyant la lettre du ministre de la Défense, donnant ordre au Procureur Général près la Cour de Sécurité de l'Etat d'ouvrir une information contre X... du chef de l'article 84 du Code Pénal" - et dans les ordonnances du Juge d'Instruction.

Soit :

1/ FICHE - Objet : Participation de supposés militaires portugais à des réunions en France.

A retenir : au cours d'un meeting le 13 novembre 1975, un portugais des SUV " a décrit le processus de la révolution portugaise à travers l'action des comités de soldats créés au sein de l'armée ".

2/ ANNEXE II : "Les éléments recueillis lors des enquêtes effectuées dans chaque cas ne faisaient pas alors apparaître avec certitude l'existence de liaisons suivies entre les divers participants. C'est pourquoi, en l'absence de preuves déterminantes, les solutions adoptées pour tenter de mettre fin à cette agitation furent recherchées en fonction des aspects particuliers de chacune des affaires."

- "Certains points paraissent en effet constituer les différents éléments de cette infraction".

- "Recherche de la démoralisation de l'armée dans le but de nuire à la défense nationale".

- "La preuve de la participation concrète des responsables à un échelon central n'est évidemment pas faite. Jusqu'alors la recherche de renseignements a été effectuée à l'occasion d'affaires localisées dans l'espace et dans le temps. Mais l'ouverture d'une information générale contre X.. du chef de participation à une entreprise de démoralisation de l'armée devant la Cour de Sécurité devrait permettre de lancer des investigations élargies et centralisées en faisant appel aux services de police sur l'ensemble du territoire et d'aboutir à la mise en cause des auteurs principaux".

3/ ORDONNANCES DU JUGE D'INSTRUCTION

- "L'information n'en est qu'à ses débuts et doit précisément comporter la vérification de l'existence des éléments de fait et de droit propres à déterminer si l'infraction est réellement constituée".

- Les charges retenues démontrent que les seules "infractions" sont "des manifestations publiques d'opinion" et le "libre exercice des libertés constitutionnelles" (commentaire des Ordonnances par les avocats).

Au vu de cette bulle, les avocats ont donc décidé d'ouvrir publiquement le dossier de la Cour de Sûreté de l'Etat qui n'est, de son propre aveu, qu'une entreprise pour "permettre de lancer des investigations... en faisant appel aux services de police sur l'ensemble du territoire".

Il ne s'agit donc pas là d'un mode de défense mais d'une démarche de procédure, ne préjugant en aucune façon des déclarations des inculpés ou du style de défense à adopter.

III. Quant à la défense des camarades libertaires, pour rassurer d'aucuns, c'est bien une défense politique affirmant leurs principes idéologiques et attaquant sur la mise en cause du droit d'opinion et d'expression : cf dans le dossier M. Marcoux, "la qualité d'anarchiste reconnue par les trois inculpés, leur rôle et leur action anti-militariste en tant qu'anarchiste, rôle qui devra être précisé..."

Maintenant, si des camarades, pour que la défense des inculpés soit encore plus "politique", ne se contentaient pas d'affirmer par solidarité leur propres positions anti-militaristes mais allaient jusqu'à donner des précisions sur "le rôle et l'action antimilitaristes" supposées de certains inculpés, il est sûr qu'il ne feraient ainsi qu'aider le pouvoir et la Cour de Sûreté. Un conseil simplement, avant de se lancer dans cette opération politique de grande envergure, peut-être feraient-ils bien de prendre l'avis des quelque huit petits cons qui sont en taule depuis 2 mois ou plus...
C.

IL Y A ANTIMILITARISME ET ANTIMILITARISME.....

Dans la série "Les grands ancêtres"...

ORDRE DU JOUR

"1° : Tout vaurien qui poussera à la retraite, tout déserteur qui n'exécutera pas les ordres de combat - sera fusillé.

"2° : Tout soldat qui aura quitté de lui-même son poste de combat - sera fusillé.

"3° : Celui qui jettera son fusil ou vendra une partie de son équipement - sera fusillé!"

signé : TROTSKY

(Ordre du jour du 16 juin 1920 - cité par J. Baynac, "La terreur sous Lénine", éd. Sagittaire, 1975)

Et l'anti-militarisme de la "gauche" aujourd'hui...

"La France a besoin d'une armée prête à défendre la patrie" (l'Huma).
"Nous sommes des syndicalistes très attachés à la sécurité du territoire national..." (G. Séguéy, partisan d'un fusil "français"). - "L'armée est l'instrument de la défense nationale et comporte des éléments spécifiques: discipline, hiérarchie d'organisation" (Hernu, P.S.). - "Le pays, en particulier si la gauche venait à prendre le pouvoir, a besoin d'une défense nationale forte" (Moussel, PSU) -- (Avec un syndicat de soldats) rien n'autorise à affirmer que l'armée aurait rendu..."

PORTUGAL

Le Portugal ne fait plus la une des journaux.

-la droite est rassurée, puisque l'ordre y est rétabli, l'idée de la révolution chassée des têtes, la gauche affaiblie

-la gauche respire puisqu'elle a retrouvée sa vocation d'opposition parlementaire à la droite, tout en participant au pouvoir.

-l'extrême gauche s'est trompée du tout au tout et ne trouve de mot pour expliquer sa liquidation et le renversement de la situation.

Pour essayer de comprendre le coup d'état du 25 avril, nous reproduisons le texte d'un camarade rédigé sur la base de quelques discussions qu'il a eut à Noël avec des anarchistes portugais.

Suivra une chronologie des événements, jusqu'au coup d'état; enfin quelques tracts traduits du bulletin des groupes autonomes anarchistes, et quelques autres documents.

LE COUPS D'ETAT DU 25 NOVEMBRE

Après le 25 avril, un certain nombre de militaires de carrière du MFA se sont retrouvés pour des raisons autant idéologiques que d'origine sociales parti prenant d'un projet de gestion de type "capitalisme d'état".

Certains se sont liés au PCP, d'autres à différents groupes maoïstes ou trotskistes, mais beaucoup d'entre eux oscillaient entre ces groupes, s'appuyant sur tous à la fois et sur aucun en particulier.

Le modèle à leurs yeux ne pouvait être seulement une URSS singulièrement dévalorisée ces derniers temps, même aux yeux des plus naïfs, ce ne pouvait être ouvertement la Chine de façon à ménager le PCP, ce fut alors les révolutions tiers mondistes, Cuba, Pérou, Algérie, suffisamment floues pour parler de socialisme "à la portugaise" en ménageant tout le monde.

Que manquait-il à ces militaires pour accéder au pouvoir et construire leur socialisme: l'appui réel de la classe ouvrière et de larges fractions de la paysannerie.

Ils se sont donc tournés vers ceux qui prétendaient toujours parler en leur nom: le PCP et les gauchistes. Finalement une sorte d'accord implicite s'est conclu entre certains membres du MFA (Carvalho, Clémente de Almeida ect...) et la gauche révolutionnaire;

il ne s'agit certainement pas d'un accord réel, officiel, ni même secret, mais plutôt d'une intoxication mutuelle entre des gens qui ne comprennent pas grand chose à la situation et qui rêvaient de s'emparer du pouvoir et de devenir les libérateurs du peuple.

Dans ce marché implicite et imaginaire, les gauchistes apportaient aux militaires ce qui leur manquait le plus: l'appui du peuple; les militaires apportaient, eux aux gauchistes ce à quoi ils rêvent toujours et partout: la force de frappe militaire;

s'appuyer sur une force militaire solide fut en fait la seule politique des gauchistes dans les mois qui précédèrent le 25 novembre. N'étant pas en fait réellement "implantés dans les masses", et de toute façon n'ayant aucune confiance dans leur autonomie possible, ils pensaient à juste titre qu'il est plus facile de contrôler un militaire d'extrême gauche (!) qu'un groupe de travailleurs.

L'alliance gauchistes - gauche du MFA était complémentaire et logique. Chacun apportait à l'autre ce qui lui manquait pour un projet de prise de pouvoir. Ou plutôt chacun pour continuer d'exister politiquement devait faire croire à l'autre qu'il possédait réellement ce que l'autre attendait. Cette intoxication mutuelle devint vite de l'auto intoxication puisqu'on l'a vu le 25 novembre, chacun ne possédait que bien peu de chose. Pendant ce temps, la bourgeoisie, un instant intoxiquée elle aussi par ce manège s'est vite reprise quand elle a su saisir les signes de la mystification.

(faiblesse de la contestation dans les usines masquée par des grandes manifestations centrales, de grande envergure, mais sans lendemain)

cette intoxication triomphaliste, qui a fonctionné aussi dans l'extrême gauche française, s'est alimentée par le biais de toute une série de structures en partie vidées de leur contenu (les masses) et que le MES, l'UDP, le PRP, ont maintenus artificiellement à leur profit (commissions de noradones, de travailleurs, conseils ouvriers... voir numéros précédent de la lanterne.

Le processus est toujours le même: dans les périodes de lutte, les organes que se donnent les travailleurs, sont vivants, démocratiques, animés par les groupes politiques parfois certes, mais pas dominés par eux. quand la lutte semble terminée, ou s'essoufflé, seuls les groupes politiques ont intérêt, à rendre permanente la structure, alors que la majorité des travailleurs la délaissent jusqu'à la lutte suivante; c'est ainsi que des organes à syndicaux se syndicalisent entre temps

de leur côté, les militaires ont réussi à faire croire qu'une large fraction de l'armée les suivait. La création des SUV a achevé de leur tourner la tête ! ce qui aurait pu être le point de départ d'une véritable subversion dans l'armée, a été surestimé pour rendre crédible l'idée de l'armée rouge, ruinant par la même et pour longtemps toute possibilité de minage de l'armée.

On a fait à l'extrême gauche le compte de ses forces comme ça se fait dans l'esprit militaire: on compte les chefs ralliés; peu importe qu'on ait vu en de multiples occasions, au Ralis p'e, les chefs ordonner à la troupe de crier des mots d'ordre de gauche; on préfère ne pas en parler ! le résultat, c'est que le "grand jour, les chefs se sont retrouvés seuls ou presque tandis que les groupes gauchistes se repliaient en désordre pour "sauver l'organisation". Que les événements du 25 novembre aient été un coup d'état concerté ou non est difficile à savoir. Ce qui est certain, c'est que la logique de "l'euphorie", du "ton qui monte" le rendaient nécessaire surtout pour conserver le pouvoir acquis aux plus haut moments des luttes, et qui s'effritait de plus en plus. Le PC a aussi probablement donné son feu vert, mais ne promettant d'intervenir qu'en cas de succès garantis, pour sauver ses arrières (heureusement pour lui !)

L'extrême gauche elle n'a rien pu faire malgré toutes ses belles déclarations de force les mois précédents. L'argumentation de l'UDP et de PRP (vous savez, ceux dont la fraction militaire était passée dans la clandestinité!) est que finalement le mouvement n'a pas été battu puisque les organisations sont "intactes" et de fait elles existent toujours avec leurs sièges (sans activités ces derniers temps, leurs chefs (qui ne paraissent plus); aucune arrestation en leur sein (sauf pour la LUAR), ce qui semble les autoriser à ne faire campagne que pour la libération des militaires (ces héros du 25 avril) et à ne pas dire un mot des civils de bases emprisonnés.

S'ils avaient voulu honorer leur contrat vis à vis des militaires et surtout des civils intoxiqués, les groupes auraient du prendre les armes avec leurs propres forces, c'est à dire se suicider: ils ne l'ont pas fait.

Pourtant tous les témoignages concordent pour dire qu'un nombre considérable d'armes ont été détournées (200.000 ?) mais elles le furent au profit exclusivement des organisations politiques. L'armement du peuple n'est pour eux que démagogie; même quand des ouvriers ou des paysans (manif de la LISNAVE, alentejo) demandèrent des armes, il ne leur en fut jamais donné ! les groupes n'acceptent d'en donner qu'à ceux qui acceptent de se placer sous leur direction (sauf peut être la LUAR) et c'est là leur moyen de chantage le plus efficace vis à vis de tous les jeunes combattifs à qui l'on donnait une arme s'ils adhéraient (comme au PRP)

Il est cependant certain que cette auto-intoxication n'a pu avoir lieu sans un "mouvement réel" plus large et même différent; l'armée était réellement en pleine décomposition; pas seulement à cause des SUV qui n'en étaient que l'expression, mais parce qu'un grand nombre de soldats cessaient d'obéir et vivaient l'armée comme une planque qui permettait encore un peu de prestige, de passer son temps hors des casernes à discuter... Finalement, ont participé au sauvetage de l'armée ceux qui ont voulu lui redonner une vocation, une mission, et à ce titre on peut incriminer aussi bien la droite que la gauche et l'extrême gauche car chacun, à sa manière, s'est employé à -rétablir l'ordre dans les secteurs qu'il croyait contrôler - tenter de s'emparer de la direction des autres secteurs.

Avec le recul, cette chronologie aidera peut-être à prendre la mesure des (ou de nos) illusions perdues. Au Portugal, en quelques jours, des groupes et des personnages, ainsi que les apparences dont ils vivaient, se sont décomposés en quelques jours, sous le coup de l'épreuve de force ; ce voile dissipé, on voit, et on verra, que les luttes sociales, comme l'exploitation, y subsistent.

Août 1975 Constitution des S.U.V., Soldats Unis Vaincraient.

Septembre La Police Militaire, aidée par l'intervention du MRPP, empêche l'embarquement pour l'Angola de deux compagnies.

10/9 Première démonstration des SUV à Porto.

13/9 On annonce le détournement et la disparition de camions transportant 1000 fusils G3.

16/9 Le Conseil de la révolution refuse un prêt de 9 millions d'escudos au journal Republica, ex-socialiste, à présent dirigé par la commission des travailleurs.

23/9 Arrestation de deux sous-officiers membres des SUV.

25/9 En protestation, plusieurs milliers (10000) de soldats et marins, et de civils (6000) manifestent à Lisbonne ; à la fin de la manif. ils s'emparent de plusieurs dizaines d'autobus et se dirigent vers la prison de Trafaria, de l'autre côté du Tage, et commencent à faire des barricades autour pour se protéger d'interventions armées. Après plusieurs heures, les deux sous-officiers sont libérés sur intervention d'Otelo de Carvalho.

Le même jour, 30000 handicapés et infirmes de guerre, réclamant l'augmentation de leurs pensions et leur réinsertion sociale, manifestent à Lisbonne, arrêtent les trains Cascais-Lisbonne, occupent le pont du Tage, encerclent la résidence du chef du gouvernement avec les ministres ; ils sont brutalement dispersés par les commandos d'Amadora.

Communiqué du capitaine Fernandes, responsable du détournement des fusils G3.

Soares au Times : La social-démocratie n'est pas applicable au Portugal ; "Notre but n'est pas de corriger les aspects les plus injustes du capitalisme mais de le détruire" (sic).

En réponse à ces manifestations, création de l'AMI (Groupe militaire d'intervention), composé de paras, commandos et fusiliers marins, pour suppléer au Copcon trop incertain, intervenir dans l'ordre public, et assurer l'autorité du 6ème gouvernement (déclaration du cdt Charais) ; 20 unités militaires de la région de Lisbonne manifestent leur opposition à cette création. En conséquence le recrutement pour l'AMI se fait parmi d'ex-commandos et des mercenaires, au salaire de 5000 esc. (un soldat ordinaire en touche 300).

27/9 Attaque contre l'ambassade d'Espagne, provoquée par la condamnation à mort et l'exécution en Espagne de cinq militants du MRPP.

Le New-York Times annonce que la CIA a fourni plusieurs millions de dollars par mois aux formations non-communistes au Portugal par l'intermédiaire des partis socialistes et des syndicats communistes ; et que d'autre part, l'URSS a fourni 50 à 100 millions de dollars au PCP depuis le 25 avril 74.

30/9 Sur ordre de P. de Azevedo, l'armée occupe les stations de radio et télé, mais les soldats fraternisent avec les manifestants qui s'y opposent. Carvalho fait évacuer les locaux de Radio-Renaissance soutenue par l'UDP ; il sera conspué par les militants et les ouvriers rassemblés devant le ministère de l'information.

Octobre 1975 Fin de l'occupation des radios par l'armée, remplacée par la police - sauf Radio-Renaissance qui, émetteur coupé, reste sous contrôle militaire.

5/10 A Porto, dissolution d'un régiment du train, parce que les soldats ont refusé le transfert de deux sous-officiers et de cinq soldats de "gauche"

A la base aérienne de Beja, est annulé le transfert de 40 aviateurs qui avaient participé à une manifestation des SUV, après une manif de gauchistes devant la caserne, réclamant le départ du commandant de la base.

Chérais : "La seule alternative au gouvernement actuel est une dictature militaire".

Le PS par une manifestation apporte son soutien aux commandos d'Amadora ; contre-manifestation de l'UDP et du FUR (Front composé de PSP (scission du PS) LCI (trotskyste), MDP (proche du PC), MBS, LUAR et PRP-BR).

7/10 Manifestations de plusieurs milliers de métallos à Lisbonne, devant le ministère du travail, pour l'application des barèmes de salaires décidés sous le gouvernement Gonçalves ; après plusieurs heures, le ministre cède.

A Porto, les soldats du CICAP (école de conducteurs auto) mis en "pommision" pour avoir soutenu les SUV, se retranchent dans la caserne du RASP (régiment d'artillerie, le mieux armé du Nord) réclamant la réouverture du CICAP, la réintégration des 2 sous-officiers et des 5 soldats déplacés, et la démission du général Pires de Veloso. Des civils entourent la caserne jour et nuit, pour les soutenir. Les délégués de 18 casernes du Nord s'y réunissent. Ils créent diverses commissions, presse, agitation, et un Comité politique et militaire, mais qui est surtout constitué par des officiers et sous-officiers du contingent (Libération).

7,8,9/10 Manifestations de soutien à Porto (50000 personnes) à Lisbonne (7000), à Coimbra, etc.

Les pays européens accordent un prêt de 800 millions de FF au Portugal, ou plutôt à son 6ème gouvernement, et sous réserve politique de persévérer dans sa voie "pluraliste".

12/10 A Porto, après l'assassinat d'un militant MRPP (A. de Souza) par des membres de l'UDP, affrontements entre PPD-PS et UDP-FEC devant le RASP : 57 blessés.

14/10 Un compromis est signé avec le général Fabiao, pour l'affaire du CICAP, annulant sa dissolution et renonçant à toute sanction. Mais deux sous-officiers du QG de Porto sont aussitôt sanctionnés pour avoir participé à cette lutte.

Dans Libération (17/10) T. Wolton souligne dans cette lutte le manque de soutien populaire, de mobilisation dans les usines, le recul du mouvement, la rivalité PC-UDP-FUR autour des casernes, des SUV, et des commissions de travailleurs.

A. Cunhal : Les communistes sont pour la discipline dans l'armée à condition qu'elle coïncide avec la ligne révolutionnaire (Interview à RMC, Le Monde 15/10)

P. de Azevedo propose de "produire davantage, et de consommer moins...et d'entrer dans une période de relative austérité qui malheureusement atteindra tous les Portugais".

On estime que le déficit de la balance commerciale atteindra 30 milliards d'escudos pour 1975.

III

- 15/10 Un commando appartenant vraisemblablement à l'AMI (groupe d'intervention récemment créé) met sous scellés la station de Radio-Renaissance, dans la banlieue de Lisbonne à Buraca. Des manifestations de membres des Commissions de travailleurs (surtout des chantiers Setenave), de commissions de "moradores", et d'unités militaires, s'organisent autour de la station, mais sans toucher aux scellés.
- 16/10 8000 personnes manifestent leur soutien aux SUV à Evora, dans le sud, fief du PC ; ce sont surtout des paysans des coopératives.
- 20/10 Les ouvrières d'une fabrique suédoise de soutiens-gorge à Lisbonne séquestrent le directeur suédois dans l'hotel Ritz et molestent l'ambassadeur de suède venu à son secours.
Création des TUV (Travailleurs unis vaincront) par les ouvriers de 23 entreprises de la ceinture industrielle de Lisbonne : pour coordonner les organismes unitaires de base de la ville et de la campagne, pour développer le contrôle ouvrier, les luttes et le pouvoir populaire, en liaison avec les soldats, marins et officiers progressistes des SUV, et en opposition au contrôle du PC.
Quelques jours après, la représentativité des TUV sera contestée par le SPCTCIL (Secrétariat provisoire des commissions de travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne), appuyé par le PC, et qui voit dans les TUV une tentative de même type et de même origine que les Conseils Révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins.
- 22/10 Occupation de l'émetteur de Radio-Renaissance, après une manifestation de 40000 personnes ; l'émetteur est remis en marche par une commission de travailleurs. La manifestation était constituée de militants du FUR, de l'UDP, du MES et de militaires(1)
- 23/10 Manifestation à Lisbonne de commissions de travailleurs et de moradores pro-PC et pro-Intersyndicale : 30000 personnes dont 2 ou 300 soldats. S'opposent à cette manifestation l'UDP, le FUR les TUV et les SUV (dénoncés comme sectaires par le RALIS et d'autres régiments progressistes).
- 24/10 Pour le PS, Radio-Renaissance doit être "restituée à ses propriétaires" (c'est-à-dire à l'évêché).
La commission centrale du PRP réaffirme "la nécessité impérieuse d'une direction politico-militaire qui unifie l'avant-garde et qui coordonne les différents fronts et types de luttes au niveau national et régional".
- 25/10 A Porto, manifestation de soutien à P. de Azevedo, venu sur place ; 50000 manifestants appartenant au PS, au PFD, au CDS et au PPM : glissement du PS vers la droite.
Rénion de la gauche du MFA, de Cunhal et Carvalho. Quelques centaines de réfugiés d'Angola manifestent à Lisbonne. Attentat contre l'imprimerie du PC.
- 26/10 A Faro, dans l'Algarve, des membres du FUR et du PC tentent d'empêcher le gouverneur socialiste, nommé par le ministre de l'intérieur, de prendre ses fonctions.
- 29/10 On annonce la démobilisation de plusieurs milliers de soldats de l'armée de terre.
- (1) O. de Carvalho, à qui les militants demandaient d'intervenir, s'était déclaré "incompétent" pour résoudre le problème de Radio-Renaissance !

IV

3I/IO

Conflit au journal O Seculo qui se trouve en déficit; il oppose les travailleurs du PS et du MRPP et les ouvriers pro-PC de l'imprimerie, qui s'affrontent depuis le mois de juillet 75. Un scrutin secret dégage une majorité contre la direction pro-PC, mais cette majorité n'est pas reconnue par les ouvriers de l'imprimerie; le 4 novembre il y aura des bagarres entre des militants du MRPP et du PC+FOR.

Novembre 1975

Au début du mois, réunions officielles et clandestines dans l'armée et dans la marine. Rumeurs de coup d'Etat de droite, on apprend l'arrestation de deux officiers et peut-être de membres de l'ELP (Armée de libération du Portugal, liée à Spínola).

5/II

Conflit au ministère de l'information (de la "communication sociale" !) où les employés interdisent l'entrée au secrétaire d'Etat nommé par le gouvernement et accusé par les employés d'avoir collaboré avec la PIDE et avec le régime de Caetano. La police et la GNR (Garde nationale républicaine) interviennent. 2000 personnes manifestent.

6/II

Bagarres à Santarem entre paysans pro-PC et propriétaires terriens qui s'opposent aux occupations de terres, 2 morts.

7/II

Sur ordre du Conseil de la révolution, un commando de paras de l'AMI détruit l'émetteur de Radio-Renaissance remis en marche par les travailleurs depuis le 22 octobre; 1500 personnes manifestent.

9/II

A l'initiative du PS, PPD, PPM, 70000 personnes manifestent pour soutenir le gouvernement et s'opposer à la gauche et l'extrême gauche.

12/II

Après la manifestation de Lisbonne, 20000 ouvriers du bâtiment, en grève depuis le 10 novembre, séquestrent dans les locaux de l'Assemblée Constituante, P. de Azevedo, ses ministres et les députés; après avoir libéré ceux-ci mais pas les ministres, les ouvriers occupent l'assemblée, le quartier est barricadé par les manifestants. Les ouvriers réclament un contrat collectif, une augmentation des salaires avec révision de la grille, et une enquête contre le ministre du travail T. Rosa. Le gouvernement négocie avec une délégation syndicale mais celle-ci paraît débordée. Le PC semble soucieux de freiner ce mouvement, qui est soutenu par le RIOQ (régiment de Queluz), la Police Militaire, les fusiliers marins, les commissaires de travailleurs, les paras de Tanços, et les officiers "progressistes" (R. Coutinho, Contreiras, Carvalho,...)

Le 14 novembre, le gouvernement cède, l'accord prévoit un salaire minimum de 6500 escudos, une enquête, et une commission mixte travaillant sur la politique économique dans le secteur du bâtiment qui emploie 500 000 travailleurs et est en crise depuis le 25 avril.

16/II

100 000 personnes manifestent à Lisbonne, à l'appel du SPCTCIL pour soutenir la prétention du PC à une plus grande participation au gouvernement; Azevedo déclare que le PC est un élément indispensable du pouvoir. Des militants socialistes, dockers de Lisbonne, auraient participé à cette manifestation.

20/II

Affrontements au sein des autorités militaires au sujet du rôle du COPCON, de la restauration de l'autorité dans l'armée dans la région de Lisbonne, (RIOQ, RALIS) et du soutien apporté aux organisations populaires ; O. de Carvalho refuse d'abandonner le commandement du COPCON;

Le gouvernement décide la suspension de ses activités, en demandant au Président Costa Gomes de rétablir l'ordre et l'autorité.

Les parachutistes de la base aérienne de Tancos se mettent en "autogestion" contre leur commandant Mores e Silva qui avait décidé leur démobilisation.

22/II

La dissolution de l'AMI est décidée, ainsi qu'un remaniement au niveau des autorités militaires. On annonce le remplacement de O. de Carvalho par Vasco Lourenço au commandement de la région militaire de Lisbonne ; les unités du COPCON refusent ce remplacement, qui sera confirmé par le Conseil de la révolution le 25 et équivaut à un limogeage de Carvalho.

Le 23, manifestation socialistes contre le Président Costa Gomes et le PC.

24/25/II

Les paras de Tancos, où presque tous les officiers sont partis reçoivent le soutien d'autres bases militaires (Sintra, Montijo) ainsi que celui des commissions de travailleurs ; le commandement fait savoir qu'il leur coupe les vivres, les munitions et la solde.

Dans le Rio Major, des petits et moyens propriétaires hostiles à la réforme agraire édifient des barrages.

Des militaires de gauche occupent les stations de radio et de télévision. Le capitaine Clemente Duran lance à la radio un appel à soutenir le mouvement, mais pas plus de 300 personnes se rendent autour des bâtiments de la télévision.

On parle de mouvement de troupes autour du RALIS, et de distribution d'armes à la population.

Le 25, le Président Costa Gomes proclame l'état d'urgence, avec restriction des libertés, et prend le commandement de toutes les unités militaires de la région de Lisbonne.

Les commandos d'Amadora, commandés par J. Neves, encerclent la base aérienne de Monsanto ; l'état de siège partiel est décrété ; suspension des émissions de Radio-Club.

Les chars de l'école de cavalerie de Santarem sortent de leur base, font route vers Lisbonne, et prennent possession du dépôt de munitions de Beiroelas, tenu par une unité de gauche (26 novembre).

Le 25 l'Intersyndicale et le PC lancent des appels au calme. Quelques centaines de militants d'extrême gauche entourent le RALIS.

26/II

Affrontements entre les commandos d'Amadora et la Police Militaire autour du Palais de Belem où siège le gouvernement ; la P.M. (+ 2000 hommes) n'avait pas participé au mouvement des paras ; les affrontements font 5 morts. Reddition de la P.M. Les blindés de Santarem font mouvement vers le RALIS pour aider les commandos d'Amadora.

Contre-offensive du gouvernement : on annonce la dissolution du COPCON, dont faisait partie la police militaire. La télé et les radios diffusent depuis Porto, dans le sens du soutien au gouvernement ; les journaux viennent de Porto, et sont tous interdits à Lisbonne.

VI

(26/II)

Costa Gomes concentre entre ses mains les pouvoirs de Président de la République et du Conseil de la révolution. Les civils ne participent pratiquement pas au mouvement. Les bases de parachutistes sont reprises les unes après les autres. Après l'arrestation de son commandant Dinis de Almeida, on annonce le ralliement du RALIS.

27/II

Démission ou limogeage de Carlos Fabião et de O. de Carvalho ; des officiers compromis ou sympathisants sont arrêtés et transférés à Porto.

28/II

Les opérations contre les paras de Tancos continuent, et aboutissent à leur reddition définitive.

M. Antunes, Charais etc. envisagent déjà les modalités de la participation future du PC au gouvernement, qui par ailleurs a mis fin à sa grève et repris ses activités.

29/II

Lisbonne est toujours soumise à l'état de siège : suppression de la presse, des radios, couvre-feu, interdiction des réunions. Les communiqués officiels sont diffusés à partir de Porto.

Arrestations par dizaines. Beaucoup de militants sont retournés à la clandestinité. Les administrateurs de plusieurs quotidiens d'obédience communiste (O Seculo, Diario de Noticias) sont démis d'office.

On annonce que les négociations salariales sont suspendues jusqu'à la fin de 1975.

ITALIE

ROME LE 10 DECEMBRE

Plusieurs milliers de femmes manifestant sur le thème: "maintenant je décide", à propos de l'avortement ont été attaquées pendant le cortège par des militants hommes et femmes, du groupe Lotta Continua, avec les mots d'ordre suivant: "pas de division dans le prolétariat, hommes et femmes pour la révolution".

cela a entraîné une vive polémique au sein même de lotta continua ainsi qu'entre lotta continua et les groupes féministes, au sein de l'extrême gauche; à tel point que le journal quotidien lotta continua a du ouvrir ses colonnes à ce débat

(tiré de umanita nova)

LE POUVOIR ET LA STRUCTURE DES ORGANES POPULAIRES

Commissions de travailleurs et commissions de "moradores" : organes révolutionnaires ou appendices des partis et de l'état ?

Il n'est pas difficile de nous rendre compte que les partis politiques ont maintenant abandonné pour des raisons tactiques leur propre terrain, celui de la représentation électorale, pour s'installer avec une insistance plus grande en "terrain étranger", plus susceptible d'être contrôlé : les organes populaires. De tout côté, ils tâchent de former les commissions de travailleurs et les moradores dans les villages, les villes et les cités.

On ne peut cependant nier un certain spontanéisme des organes populaires actuels, spontanéisme suscité par des nécessités bien concrètes, visibles, dont la satisfaction est le but des grandes couches populaires. Mais l'instrumentalisation de ces mêmes organismes par les politiciens n'en n'est pas moins visible. Formées pour une solution immédiate de problèmes locaux, les organes populaires se transforment, par l'œuvre des politiciens, en moyens qui servent de support à des individus, partis, factions militaires, et fronts politiques de circonstance.

Leur rôle ne peut être que de court-circuiter les politiciens ne peuvent jamais inculquer aux organes populaires les vices de l'ordre bourgeois. L'exemple le plus typique est celui des fractions marxistes qui donnent comme mot d'ordre "pouvoir populaire". Ces commissions sont vues, par eux, comme partie intégrante de l'état, et, comme tel, moyen de pression sur la politique nationale. Ils ne préconisent pas l'émancipation populaire des tutelles politiques, économiques et sociales traditionnelles. Mais au contraire, au lieu d'un contre-pouvoir qui mette en cause l'actuelle séparation du pouvoir politique et du travail, les marxistes essayent d'intégrer les organes populaires au système bourgeois, qu'ils espèrent contrôler à travers les partis. Leur rôle a pour parallèle historique le rôle de la bourgeoisie naissante des 13^e et 14^e, de s'offrir comme lien entre le roi et le peuple.

La position des marxistes qui appuient les organes populaires n'est pas claire. Leurs buts sont radicalement opposés. Les org. populaires s'opposent au pouvoir (central), en essayant de résoudre de façon autonome les problèmes relatifs aux travailleurs et moradores, en se basant sur la démocratie directe, alors que le parti a pour finalité de conquérir le pouvoir central, en prétendant subordonner à lui les organisations autonomes.

Quand les marxistes proclament le "pouvoir populaire", ils nous paraissent contradictoires ; on ne peut concevoir que les militants d'un parti et surtout leurs chefs, mettent sur pied un pouvoir qui logiquement s'oppose à eux. C'est ce qui s'appelle de la démagogie. Quand Lénine proclame "tout le pouvoir aux soviets" concevait-il la disparition du parti bolchévique devant le pouvoir des soviets ? Ainsi le pensèrent les ingénus. En fait, la première bataille gagnée, avec l'aide des soviets, déjà instrumentalisés, il devint impératif pour les bolchéviques de soumettre complètement les soviets au parti. Cette tactique peut-être n'était pas nouvelle. Les organes populaires avaient déjà été instrumentalisés par la bourgeoisie européenne. Cette bourgeoisie avait subordonné au pouvoir centralisé de l'état les communes et leurs organes locaux, qui perdaient leur autonomie, non sur le fait d'être des organes intégrés, mais des organes de **contre-pouvoir**.

Le mot d'ordre devint alors : tout le pouvoir au peuple, c'est à dire démocratie.

AU SUJET D'UNE SOLUTION REVOLUTIONNAIRE DU PROBLEME DE L'HABITAT

Le problème de l'habitat, comme tous les autres graves problèmes qui préoccupent aujourd'hui les travailleurs et autres couches sociales opprimées de la population portugaise peut être résolu par les propres intéressés. Ce sont les habitants des bidonvilles, les familles ouvrières qui vivent dans des maisons exigües et sans le minimum de conditions d'hygiène, tous les travailleurs qui payent des loyers qui absorbent leurs salaires, qui peuvent engager une action qui en finit pour toujours avec la criante injustice sociale et avec l'exploitation existante dans le domaine de l'habitat. Qui mieux que nous, les opprimés, connaît ce dont nous manquons? Qui mieux que nous, qui sentons dans notre chair l'oppression sociale, pourrait être prêt à aller jusqu'au bout de la solution de nos problèmes? Il est sûr que ce n'est pas ceux à qui l'injustice sociale rapporte.

Si les travailleurs délèguent la solution de leurs problèmes à l'Etat ou même aux organes de pouvoir populaire (les pseudo commissions de morades contrôlées par les partis politiques ou par les "groupes de pression"), nous ne les verrons jamais résolus, car le pouvoir politique est à la racine des privilèges sociaux et a pour fonction de contribuer à l'ordre actuel d'oppression. Si les travailleurs délèguent aux organes de l'Etat la solution des problèmes d'habitat, ils verront que les meilleures maisons vides seront occupées par les partis politiques ou par des individus non nécessaires qui jouissent des faveurs de l'autorité, au lieu d'être données à des familles ouvrières nombreuses qui habitent dans des bidonvilles ou des chambres, ils assisteront à des duperies, comme ce qui arriva à Arroios de Lisboa (de riches familles indiennes venues du Mozambique donnèrent de l'argent à des éléments de la commission de morades, contrôlés par les partis et les groupes, pour occuper certaines maisons vides), et à des injustices de tous ordres.

Le deuxième point important à dire, est que la solution du problème de l'habitat ne peut être séparée de la solution de tous les autres problèmes. On ne peut en finir avec les injustices dans le domaine de l'habitat alors que se maintient le système d'exploitation du salariat, l'existence de propriétaires de locataires, d'inégalités criantes dans la distribution des logements (le capitaliste dispose de 6 ou 8 logements, pendant que ceux qui produisent tout habitent dans des taudis dans les villages, et des mansardes dans les villes) sont le fruit de l'exploitation des travailleurs des usines et des campagnes. Ainsi, la lutte des opprimés pour la solution du problème de l'habitat est partie intégrante de la révolution sociale qui vise à détruire le capitalisme dans sa totalité.

Dans le domaine de l'habitat, les mesures pratiques révolutionnaires à prendre sont les suivantes :

— En s'organisant en groupe par rue, quartier ou ville, les intéressés doivent faire dans chaque zone un inventaire complet des habitations disponibles. Evidemment des inventaires de cette nature ne pourront jamais être fait par un Secrétariat d'Etat.

— Une fois les inventaires faits à la base, on doit agir et ne pas avoir le sentiment d'en avoir fini avec les inégalités de logements. Ainsi ceux qui disposent de plusieurs logements ou qui habitent dans des palais seront obligés de partager leur maison avec ceux qui vivent dans des taudis.

— Si on prétend détruire le capitalisme, on ne peut se permettre que des familles ouvrières nombreuses vivent dans des chambres ou bidonvilles, pendant que d'autres familles, de droite et de gauche, fascistes et démocratiques, possèdent une maison à la ville et une à la plage. On ne peut se permettre que à Estoril, Costa de Japarrica et autres plages de belles demeures restent inhabitées la majeure partie de l'année pendant que ceux qui produisent ces maisons

vivent dans des logements petits et médiocres.

Les locataires doivent arrêter de payer leur loyer. Payer le loyer c'est reconnaître le droit du propriétaire et accepter l'exploitation. Les immeubles, comme tout ce qui constitue la richesse sociale sont le produit du travail collectif de plusieurs générations. Personne n'a le droit de s'approprier ce qui appartient à tous, parce que produit par la collectivité. Les locataires de beaucoup d'immeubles payent déjà, en loyer, beaucoup plus que ce que le propriétaire dépense pour l'entretien. Il ya longtemps que la majeure partie des immeubles sont plus que payés par les locataires.

Ce n'est pas non plus une solution de payer le loyer à l'Etat plutôt qu'au propriétaire. C'est à peine un changement de domination. On payant le loyer à l'Etat, on alimente tous ces parasites qui vivent à nos dépens et qui ont pour fonction de nous soumettre à l'esclavage salarial : ministres, députés, officiers des F.A. juges, policiers, gardes républicains. Organisons-nous pour résoudre nos propres problèmes. Ceux qui hurlent contre l'anarcho-populisme et qui affirment que nous ne sommes pas capables de résoudre nos propres problèmes, ont peur que nous nous décidions à mener jusqu'au bout notre lutte.

A BAS LES PRIVILEGES!

A BAS LES PROPRIETAIRES, LES PARASITES, LES MINISTRES, LES POLITICIENS, LES MILITAIRES ET LES POLICIERS ! QU'ILS Aillent TRAVAILLER!

A BAS LA REQUIETE! OCCUPONS LES MAISONS DES RICHES, DE DROITE ET DE GAUCHE
LES FAUCONS PEUS DE LOYERS ! MORT AU CAPITAL !

Tract distribué en septembre 78 par le groupe anarchiste Emiliano Zapata - Fédération des groupes autonomes anarchistes -
et publié dans "Acção Directa" n° 2, oct. 78 (bulletin de l'Association des Groupes Autonomes Anarchistes.)

POUR beaucoup
L'abonnement est terminé!
N'oubliez pas de le
renouveler 25^F 4 n°

UN HOTEL EN AUTOGESTION: HOTEL "OSLO" A COIMBRA.

COMPARAISON DES SALAIRES AVANT ET APRES.

categorie	salaire avant l'autogestion	salaire après l'autogestion
portier	5300 escudos	7000
chef de cuisine.....	5500 escudos	7000
apprenti de cuisine.....	1700 escudos	3300
chef de porte.....	4000 escudos	9000
auxiliaire de table.....	2000 escudos	5000
employé de table.....	3000 escudos	6000

on voit ainsi clairement que la moyenne des salaires a doublée; mais que ce sont les plus hauts salaires qui ont augmenté le plus! l'éventail qui était de 1 à 2 est ainsi passé de 1 à 5; la hiérarchie se renforce!
cela confirme les impressions qu'on eut beaucoup de camarade, que le plus souvent, aussi bien à la ville qu'à la campagne, la hiérarchie et la division du travail n'était pas contestée.
"c'est normal qu'il gane plus, il est plus qualifié"
"c'est normal, c'est un homme" disaient beaucoup de femmes!

SUV SOLDATS UNIS V. IHCORONS

POUVE-LENT EFFICACEMENT CREEE PAR LES GROUPES GAUCHISTES OU POUSSER DE LA BASE? CONTRIBUTION A CE DEBATT, LE PARTI SOCIALISTE NATIONAL DES SUV.

I. SUV est un front unitaire, anti capitaliste et anti imperialiste qui est apparu au moment ou la réaction fasciste s'organisait de nouveau, profitant des hésitations et des divisions introduites parmis les travailleurs, ainsi que de la politique du gouvernement qui n'a ni réussi ni voulu défendre les justes revendications des luttes des ouvriers et des paysans de qui, nous, soldats, faisons partie?

II. considérant que déjà de nombreuses fois déjà nous fimes des concessions à la bourgeoisie surtout en soumettant notre lutte à l'alliance avec le P.F., qui à cause de ses contradictions et de ses hésitations, aujourd'hui au service d'intérêts contre révolutionnaires, ont réussi à s'éloigner de couches importantes de la population (surtout les paysans) et à démorraliser de nombreux camarades de nos rang en s'endormant devant l'offensive réactionnaire dans les casernes et en dehors.

SUV se propose donc de déclencher une offensive autonome ayant un caractère de classe:

- pour lutter pour une vie démocratique dans les casernes (imposons des élections et un fonctionnement démocratique des SOUs, la libre circulation de la propagande ouvrière et populaire, des assemblées de soldats à chaque fois que nous le demandons;

- lutter pour la constitution de comités de soldats, organes de pouvoir d des travailleurs en uniforme dans les casernes, élus et révocables à tout moment en assemblée générale;

- à approfondir les liaisons entre les organes de pouvoir populaire (commissions de travailleurs, d'habitants, conseils de villages), renforçant ainsi le pouvoir des exploitées par des assemblées populaires;

- expulsion des officiers réactionnaires;

- contre les tentatives de mise à l'écart des militaires progressistes

ET SI RIEN A DIRM ,
FAUDRAIT QUE J' DISE POURQUOI.

Une série de discussion sur le thème épineux de l'organisa-
tion s'ébaucha sans grande ferveur il y a quelques semaines
parce qu'il fallait bien qu'un jour on s' l' cogne le
problème. Alors , courage camarades !

Quelques points furent proposés aux débats avant que nous ne
sombriions dans la confusion : nous parlions de l'organosation
de qui ? de quoi ? De la L.N. ? Du mouvement anar ? Des deux?
Par chance , la répression antimilitariste vint qui nous permis
sans angoisse cette fois , d'être sinistres sur un autre sujet.

Pour moi , la question était posée : qu'est-ce-que je venais ch
chercher aux lundis de la lanterne? Je crois pouvoir dire
maintenant que c'était une recherche théorique dont le besoin
était né d'une pratique militante sur mon quartier. C'était éga-
lèment une façon de me retrouver , après deux ans passés à
l'étranger , à vivre une autre réalité. Je me sentais des points
communs avec vos points communs. Je suis venu.

Et bien sûr , j'ai vu ! Des gens bien sérieux avec une culture ,
des références et des expériences antérieures grosses comme ça,
ayant (en apparence tout du moins) des vues et des idées bien
nettes sur tout , des gens qui s'arrêtaient de vivre trois
heures par semaine pour juxtaposer leur monologue.

A la Lanterne , le manque de chaleur , ce n'est pas uniquement
un problème de radiateur.

Avez vous eu de nouveaux participants autrement que par copi-
nage? Il a été dit un jour que certains étaient passés et qu'ils
n'étaient pas revenus.

Ils s'étaient peut-être trop faits chier? Ils ne se sentaient p
peut-être pas assez critiques? Ou pas assez surs de pouvoir

s'étiqueter anarchistes?

Ils ne se sentaient peut-être pas capables d'écrire de la critique anarchiste? avec le style , le mot juste , le guillemet sous-entendeur.

Quand je lis : " Certes , ni l'un ni l'autre de ces niveaux n'a une relation unidirectionnelle de cause à effet de l'un par rapport à l'autre - c'est-à-dire que l'imaginaire n'est pas un reflet plus ou moins illusoire d'une base réelle , ni que la structure est déterminée par une instance symbolique autonome qui impose ses lois , tec.tec. "...Quen je lis tout ça , d'abord , je relis , parce qu'une fois arrivé au bout d'la phrase , j'ai paumé l'début , et si ça marche pas mieux , je passe , mais en plus j'entends goguenards les 3/4 de mes potes qui me sussurent :

" On veut bien lire ton canard , mais t'asais , on a pas les moyens d'se payer l'Larousse en 10 volumes ..."

Et p'is eux faut pas s'attendre à ce qu'ils nous écrivent. Déjà c'est dur d'écrire , alors en plus à des mecs qui si y causent comme ça , c'est qu'y doivent en avoir dans la tronche , et pour dire quoi : qu'on est trop con pour comprendre ?

CONSORT.

TRACT DISTRIBUE LE 20-1-76 LORS DE L'OCCUPATION DE L'ANNEXE DE
L'AMBASSADE D'URSS, 4 RUE DU GENERAL APPERT - PARIS 16EME

L'idéologie et la mort

L'URSS n'est pour nous qu'un immense goulag.

Par delà les quelques exemples de répression brandis par l'Occident, nous affirmons que c'est le système lui-même qui fonctionne comme une vaste machine d'ordre, de normalisation, d'enfermement. Camps de travail pour les réfractaires, les déviants, les délinquants, -ces insoumis; asiles psychiatriques pour ceux qui refusent de se fondre dans l'idéologie du Parti; religion forcée du travail et de la production pour tous les autres, avec au-dessus une bureaucratie toute-puissante: voici un parfait régime d'oppression.

Qu'il règne au Chili et en quelques autres points du monde une oppression encore plus féroce ne rend pas celle-ci moins insupportable.

Nous sommes solidaires de ceux qui crèvent dans les pays de l'Est au nom de la libération de l'homme.

Au moment où la remise en question du capitalisme s'accélère dans les faits et les têtes, où certains cherchent des alternatives, notre intervention à l'ambassade d'URSS prend tout son sens: le système et l'idéologie "communistes" ne sont ni à adapter ni à améliorer, mais à combattre sans compromis possibles.

Si nous refusons définitivement tout ce qui pourrait ressembler au morne ennui qui règne là-bas, ce n'est pas pour nous soumettre à l'ennui douillet qui s'est installé ici.

Nous nous souvenons de l'été 68; de la tristesse de l'ordre rétabli à Prague comme à Paris.

Viscéralement anti-capitalistes et anti-"communistes", nous sommes ennemis résolus de toute solution bureaucratique ou étatique.

La vie, ses chances, ses possibilités, son jaillissement, se perdent dans l'impasse sordide du capitalisme, se figent sous le mince niveau de glace du communisme.

La fin de cette nuit ce sont les partis, les classes, les idéologies, qui se dissolvent avec ces monstres.

Nous nous proposons de précipiter leur fin.

DES GROUPES DU MOUVEMENT MARGE.

COMPTE RENDU DE CETTE OCCUPATION

Nous ne nous reconnaissons dans aucune nation, aucun parti, aucune idéologie. Bureaucratie, hiérarchie, normalisation, surveillance, carcéralité, autant de formes du pouvoir à combattre. Et ces formes ne sont nulle part aussi virulentes que là où l'Etat est le plus centralisé, le plus totalitaire. Intervenant depuis longtemps sur les deux aspects complémentaires de l'enfermement, l'asile et la prison, nous nous sommes posé de plus en plus précisément la question des régimes communistes. L'URSS nous paraît l'un des pays où les manifestations de l'Etat sont les plus monstrueuses, des chars à l'idéologie en passant par la police politique. En outre partout où les partis communistes sont intervenus ou ont pris le pouvoir (les pays de l'Est, l'Espagne de 36, la Chine etc...) ils ont écrasé, embrigadé, ou prévenu le mouvement révolutionnaire. Or depuis plus de cinquante ans les révolutionnaires du monde n'arrêtent pas d'ergoter sur telle ou telle "bavure" des régimes communistes. Pour Marge c'est clair et il faut en finir:

le régime communiste tel qu'il s'est développé logiquement dans le stalinisme est un système d'oppression achevé qui ne peut trouver de terme de comparaison que dans les systèmes fascistes (culte de l'Etat, de la patrie, de la famille et du travail, toute puissance de l'idéologie, camps de concentration, idolâtrie du chef, haine des différences). L'URSS, ce vaste espace planifié, quadrillé, robotisé, avec ses quelques trois millions et demi d'opposants détruits avec précision dans des camps de travail ou des asiles psychiatriques, est un parfait exemple de cette oppression.

Pourtant combien de militants de la gauche révolutionnaire le disent aussi clairement, ou s'ils le disent agissent en conséquence ? L'équation habituelle anti-communiste-réactionnaire est stupide à en pleurer. Les groupes du mouvement Marge ne se sentent pas concernés par ce piège pour théoriciens gauchisants. Par delà l'opposition communisme-capitalisme (ou fascisme) il y a toute une vie à inventer. C'est dans ce "par-delà", aux confins du politique, en désertion de toutes les idéologies que doit se resituer le mouvement que nous annonçons.

..... (suit une description de l'occupation de l'ambassade par les camarades et de leur arrestation, que nous ne reproduisons pas faute de temps et de place).

..... La répression bien sûr ne fait que commencer. Mercredi 2^e nous sommes convoqués chez le substitut et prenons connaissance de notre dossier: violation de domicile avec violences, vandalisme, vol, etc...; application de la loi anti-casseurs; nous risquons de 3 à 5 ans d'emprisonnement. Avec notre avocat, Maître Martinet, nous sommes tous d'accord pour refuser le flagrant délit et demander le renvoi pour préparer notre défense. Il semble qu'en haut lieu ce n'est pas ce qu'on souhaite. On fera tout pour que l'affaire soit classée le soir même. Tout le Parquet est mobilisé pour nous; les autres gardés à vue ne passeront qu'après. On nous fait dire que le recours à la loi anti-casseurs est abandonné, que notre cas paraît de plus en plus bénin. Nous sommes malgré tout et malgré l'interdiction de communiquer entre nous, toujours favorables au renvoi. C'est lors qu'on nous conduit directement dans la salle des flagrants délits et que là on nous fait comprendre que le juge est décidé à être "compréhensif". Nous pensons alors que cette générosité peut être aussi un moyen d'étouffer l'affaire. Certains d'entre nous ayant d'impérieuses raisons de se préférer dehors le plus vite possible penchent pour le flagrant délit. Pour continuer à avoir une défense collective nous nous rallions in extremis à ce choix. Après des témoignages particulièrement incohérents et contradictoires des membres du personnel de l'ambassade, et après que l'unique charge que l'on ait pu retenir contre nous ait été l'entrée dans l'ambassade sans autorisation, le verdict tombe:

Nos amis Jacques Lesage de La Haye et Walter Jones sont condamnés tous les deux à trois mois fermes. Les dix autres à six mois avec sursis. Nous avons le sentiment très net que les sentences étaient décidées avant le jugement et ailleurs.

APPEL A LA CONSTITUTION D'UN COMITE DE SOUTIEN

Le 20 Janvier 1976: douze personnes du mouvement Marge interviennent sans violences dans une cour d'honneur de l'ambassade d'URSS à Paris. Elles s'enferment dans une pièce et l'occupent. Elles mettent un drapeau noir au balcon et lancent des tracts dans la rue. Pour la première fois, des révolutionnaires osent dénoncer publiquement et sans réserves le système soviétique comme un régime de surveillance et d'oppression. Ils dénoncent les hôpitaux psychiatriques et les camps d'internement où pourissent quelques trois millions d'opposants. Ils s'affirment solidaires de ceux qui ne se soumettent pas à une idéologie qui enferme tout ce qu'elle n'a pas programmé.

Les manifestants demandent une entrevue avec un membre de l'ambassade; pour toute réponse on leur envoie des barbouzes. Ceux-ci, sans la moindre négociation, enfoncent la porte à coups de hache, frappent les occupants, les projettent dans l'escalier puis les livrent à la police française. Une déclaration rendue publique par l'ambassade d'URSS tente de mettre tous les actes de destruction et de violence commis par ses sbires sur le dos des occupants. Ceux-ci font ainsi l'expérience des méthodes qu'ils sont venus dénoncer.

Plainte soviétique mensongère et procès mené avec une précipitation étonnante. Mercredi soir le verdict tombe: Jacques Lesage de La Haye et Walter Jones condamnés à trois mois fermes, les dix autres à six mois avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve.

Pour obtenir immédiatement et sans condition la libération des deux camarades emprisonnés et la révision collective du procès, nous demandons à tous ceux que ne laissent pas indifférents la lutte contre l'oppression et le terrorisme d'Etat de signer, de faire signer cet appel et de rejoindre le comité de soutien.

Comité de défense des détenus de Marge. Permanence, 341 rue des Pyrénées
16 heures - 19 heures (tous les jours
sauf le dimanche)
Tel: 566-84-42.

Aidez-nous financièrement: CCP Michèle BROSTECK, La Source 30/949/ 62 E
341 rue des Pyrénées.

Nous devons signaler la chose
suivante: à notre avis, les camarades
de "Marge" ont commis l'erreur d'accepter
de passer en "flagrant délit". Vouloir
sortir trop vite amène souvent à l'effet
contraire. Le flagrant délit c'est la
manière d'en prendre le plus plein
la gueule! Il faut prendre le temps
de préparer sa défense! Ne pas se
laisser piéger par des impressions, les
siennes propres ou celles des avocats!

